

Objet : Arrêté municipal portant sur des travaux ENEDIS aéro-souterrain sous accotement au 106 Avenue Guy Bouriat

Le Maire de la commune d'Yvré-l'Évêque

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

VU l'article R417-10 du code de la route ;

VU l'article R610-5 du code pénal ;

VU La demande présentée par M. BESNARD Patrick de la société TÉLÉLEC RÉSEAUX Agence Changé TSA 7011 - Chez Sogelink 69134 DARDILLY CEDEX.

CONSIDÉRANT – L'intérêt d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de chantier pendant des travaux ENEDIS aéro-souterrain sous accotement au 106 Avenue Guy Bouriat, il y a lieu de régler la circulation et le stationnement.

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Du lundi 18 novembre au vendredi 22 novembre 2024 inclus pour les besoins du chantier.

ARTICLE 2 – La circulation sera alternée manuellement dans le sens des points de repères décroissants.

ARTICLE 3 – Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant (article R.417-10- Enlèvement de véhicules) dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 4 – L'accès à la piste cyclable sera interdit une journée sur la période considérée.

ARTICLE 5 – Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment la nuit ou les jours non ouvrables, les signaux en place devront être déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence d'engins, de personnel, d'obstacles...).

ARTICLE 6 – Le Maître d’ouvrage et l’entreprise assureront sous leur propre responsabilité la mise en place et l’entretien de la signalisation réglementaire avec un jalonnement adapté à chaque route concernée et seront tenus d’afficher le présent arrêté au droit du chantier. À l’exception de l’entretien de la signalisation, ces dispositions devront être réalisées au minimum 8 jours avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l’objet d’un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. « La juridiction administrative compétente peut être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 8 – Madame Le Maire de la commune, Madame La Directrice Générale des Services, Monsieur Le Président de Le Mans Métropole, la police municipale pluricommunale, la gendarmerie ainsi que tous les représentants de l’autorité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer le présent arrêté.

Yvré-l’Évêque, le 15 octobre 2024

Ampliation :

Demandeur
Gendarmerie
Affichage
Archivage

Madame Le Maire
Damienne FLEURY

